

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 26 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Centrale Eolienne de l'Olivier

SARL CENTRALE EOLIENNE DE L'OLIVIER
DOMAINE DE PATAU
34420 Villeneuve-lès-Béziers

Références : UID11/66-C3-2023-394
Code AIOT : 0006605539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juillet 2023 dans l'établissement de la société Centrale Eolienne de l'Olivier, implanté lieu-dit Cambouisset à Roquefort-des-Corbières (11540). L'inspection a été annoncée le 3 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Centrale Eolienne de l'Olivier
- Lieu-dit Cambouisset 11540 Roquefort-des-Corbières
- Code AIOT : 0006605539
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien d'un aérogénérateur d'une puissance totale de 2,355 MW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite du parc,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté complémentaire du 24 août 2015 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
13	Autres mesures : suppression, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
14	Autres mesures : suppression, réduction et compensation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
16	Règlement REACH	Règlement européen du 19/12/2010, article 31	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
12	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28	/	Sans objet
15	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte une partie des dispositions contrôlées.

Plusieurs écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets et les mesures compensatoires pour la protection de la biodiversité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la Transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du Code de l'environnement ;- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
Constats : L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2022 spécifique aux chiroptères. Ce suivi environnemental a conclu à la nécessité de renforcer le bridage « Chiroptères » en place depuis 2016 selon les critères suivants : <ul style="list-style-type: none">- Du 1er mars au 15 novembre et,

<ul style="list-style-type: none"> - Vitesse de vent inférieure ou égale à 3m/s (à hauteur de moyeu) et, - Pour des températures supérieures à 11°C (à hauteur de moyeu) et, - Du coucher du soleil au lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride) et, - En l'absence de précipitation notable (pluie d'une durée > 15 min et précipitations > 5 mm/h). <p>L'exploitant a justifié de sa mise en place. Ce bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>L'exploitant doit prévoir un nouveau suivi spécifique aux chiroptères afin de s'assurer de l'efficacité du bridage.</p> <p>Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2022 conclue que l'impact des collisions d'oiseaux avec les machines de l'ensemble des parcs éoliens de Corbières Méditerranée, dont fait partie le parc éolien de l'Olivier, est faible à négligeable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Les suivis environnementaux de 2022 mentionnent être conformes au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité » créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a fourni le justificatif du téléversement, en date du 3 août 2023, des données des rapports de suivi environnemental de 2022 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».

<p>Pour les autres suivis réalisés sur ce parc (Aigle de Bonelli et mortalité), et postérieurs à 2018, l'exploitant doit transmettre les justificatifs de téléversement.</p> <p>Pour les suivis antérieurs à 2018, le téléversement des données brutes n'est pas obligatoire, mais il est fortement suggéré aux maîtres d'ouvrage de déposer leurs données disponibles à titre volontaire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'éolienne n° 1 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneautage
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats : Le numéro de l'éolienne n'est pas affiché sur le mât.</p> <p>Certaines signalétiques étaient illisibles et/ou en mauvais état. Par ailleurs, le panneau situé sur le chemin d'accès doit être mieux positionné afin qu'il soit visible en arrivant sur le parc.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur n° 1 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre Maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est réalisé via la GMAO (Gestion de maintenance assistée par ordinateur) du maintenancier qui permet de suivre toutes les interventions sur le parc, notamment les opérations de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets (BSD), générés via l'application TRACKDECHET, plateforme numérique visant à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux, ne sont pas au nom de la société Centrale Eolienne de l'Olivier ni à l'adresse du parc éolien, qui est le producteur du déchet, mais au nom du mainteneur et avec une adresse située à Narbonne. Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'est pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Enfin, en cas de « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. Par conséquent, la Centrale Eolienne de l'Olivier en tant que producteur doit transmettre à l'inspection : - l'autorisation de la société de traitement pour la rupture de traçabilité de déchet, - le mail dont il a été destinataire l'informant du traitement avec perte de traçabilité du BSD.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs de contrôle par un organisme extérieur des extincteurs, en date du 12 avril et du 20 juin 2023 justifiant de la conformité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Lorsque des mesures sont effectuées pour vérifier le respect des présentes dispositions, elles sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.
Constats : Le rapport de contrôle de 2011 suite à la mise en service du parc met en évidence le respect des valeurs limites pour le parc de l'Olivier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Autres mesures : suppression, réduction et compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Compensation Pie-grièche
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Concernant les enjeux ornithologiques et plus particulièrement la préservation du couple d'Aigle de Bonelli, l'exploitant, en collaboration avec les exploitants des parcs éoliens de « Plat des Graniers » et « Cambouisset », met en œuvre les mesures compensatoires énoncées dans l'étude d'impact complétée et commune à ces trois parcs, à savoir :</p> <p>La restauration et l'entretien pour les trois parcs de 5 x 13.3 ha soit 67 ha de garrigues dégradées sans Perdrix rouges et d'y créer puis entretenir 5 x 2000 m² soit 1 ha de culture faunistique pendant 20 ans selon les mesures énoncées.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du respect de cette prescription.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a transmis les rapports de suivis de trois zones débroussaillées, réalisés par un organisme extérieur, de 2015 à 2021 inclus. Ces suivis portent sur les oiseaux, les papillons et la flore.</p> <p>Ces rapports ne mentionne aucunement les surfaces concernées au regard des 67 ha de garrigues dégradées sans Perdrix rouges prescrits depuis 2008 par le permis de construire et par l'arrêté préfectoral du 24 août 2015. De même, aucune information concernant la mise en place des cultures faunistiques.</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection un bilan des mesures compensatoires, notamment au regard des surfaces prescrites et de leur type : garrigues dégradées sans Perdrix rouges et cultures faunistiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Autres mesures : suppression, réduction et compensation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>La construction des ouvrages au sein d'espaces naturels combustibles prend en compte la réglementation spécifique liée aux équipements DFCI permettant la lutte contre les feux de forêts et le respect des arrêtés préfectoraux relatifs au débroussaillage et maintien en état débroussaillé et gestion forestière, et concernant l'emploi du feu.</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni le contrat de débroussaillage avec un prestataire extérieur en date du 19 février 2021 qui prévoit deux passages par an et fait référence à l'arrêté préfectoral n° 2014143-0006 relatif au débroussaillage réglementaire en lien avec la prévention des incendies d'espaces naturels combustibles du 3 juin 2014.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni le rapport d'intervention de son prestataire pour avril 2023. Ce rapport ne fait aucune référence à la prise en compte des dispositions des arrêtés n° 2014143-0006 et n° 2013352-0003 ni de la réglementation spécifique liée aux équipements DFCI permettant la lutte contre les feux de forêts, notamment concernant les distances de débroussaillage réglementaire.</p> <p>Par conséquent, l'exploitant ne justifie pas du respect des prescriptions du dernier paragraphe de l'article 5.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p>
Constats : L'exploitant a fourni un attestation de garanties financières allant jusqu'en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Règlement REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2010, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II [...]</p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. [...]</p>
<p>Constats : Certaines fiches de données sécurité (FDS), par exemple la FDS MOBIL SHC GREASE 460 WT datant de 2011, ne sont pas au bon format (annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006) et visent l'ancienne codification pour les phrases de risques.</p> <p>Il est à noter que l'annexe II du règlement (CE) n° 1907/2006 a été modifiée par le Règlement (UE) 2020/878 de la Commission du 18 juin 2020.</p> <p>L'exploitant doit récupérer, auprès de ces fournisseurs, les dernières versions des fiches de données de sécurité des produits utilisés.</p>

Les FDS fournies par l'exploitant sont en français.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet